

« Du mal-être à la rage »

La colère gronde, au Chili. Contre la précarité, les inégalités, les élites, le pouvoir. Elle s'exprime dans la rue depuis octobre 2019. Comment comprendre l'émergence de ce mouvement ? H&L a demandé à Franck Gaudichaud, professeur des universités à Toulouse-Jean-Jaurès et spécialiste du Chili, son éclairage.*

H&L : *manifestations, grèves... Un mouvement social de grande ampleur a éclaté il y a plus de trois mois, au Chili. Quels en sont les ressorts ?*

Franck Gaudichaud : il s'agit effectivement d'un des plus grands mouvements sociaux depuis la transition démocratique au Chili en 1989-1990, et même d'un des plus grands mouvements populaires de l'histoire récente du pays sur plusieurs décennies. Il éclate en octobre 2019 et initialement sur la question du prix du ticket de métro, augmenté de trente centimes. Pour les jeunes à l'origine de cette mobilisation, « Ce n'est pas pour trente centimes, c'est pour trente ans ». C'était un des slogans : « No son treinta pesos, son treinta años », c'est-à-dire trente années d'une démocratie néolibérale et d'un régime politique très inégalitaire, injuste, violent, où les héritages de la dictature continuent de peser. Et donc parmi les ressorts de la mobilisation, il y a ce mal-être dans un modèle néolibéral, qui s'est amplifié au fil des années, mais aussi une accumulation d'expériences d'action collective : rappelons la grande mobilisation étudiante de 2011, les mobilisations ouvrières de 2006-2007 dans les mines ou de 2010-2014 dans les ports, les questions des luttes socio-environnementales ou le grand mouvement féministe, très important depuis 2018. Ce qui a éclaté là, c'est donc une accumulation de revendications qui n'ont pas été entendues. Ce mal-être s'est transformé en une rage, rage collective face au niveau d'endettement, aux inégalités sociales, à la privatisation de tous les services, éducation, transports, etc. Cette mobilisation populaire est donc par-

tie d'une étincelle, le prix des transports, mais très rapidement l'incendie s'est propagé vers une critique frontale du néolibéralisme extrême, radical, tel qu'il existe au Chili, mais aussi du système politique, de la « caste politique », comme le disent les Chiliens, des niveaux de corruption ou du contrôle du pouvoir politique par une oligarchie financière toute puissante.

Ces mobilisations ont été et sont violemment réprimées par la police et l'armée. Que peut-on en dire sur l'état de la démocratie aujourd'hui dans le pays ?

Le régime politique chilien actuel est issu de la transition post-Pinochet de 1989-1990, pactée entre les élites civiles et militaires, cette « négociation » signifiant le maintien du modèle économique néolibéral et une forte part d'impunité envers les responsables de violations des droits de l'Homme – des dizaines de milliers de personnes torturées, et des milliers de disparitions et assassinats politiques durant la dictature. Soulignons aussi le maintien – cas exceptionnel en Amérique latine – de la Constitution de la dictature de 1980, mais avec des réformes constitutionnelles en 1989 et en 2004. On est donc face à un régime politique hybride, certains sociologues parlent d'une « démocratie avec des

enclaves autoritaires », voire d'un régime semi-autoritaire. Et dans ce régime hybride, il y a une forte « tradition », une expérience historique, de la part des carabiniers et des militaires, de la répression envers les mouvements populaires, les dissidences politiques, et envers les résistances du peuple autochtone Mapuche (au sud) et ses revendications d'autonomie ou d'indépendance. C'est dans ce contexte qu'explose la rébellion d'octobre 2019. Selon l'Institut national de droits de l'Homme du Chili, organisme étatique, on compte une trentaine de morts, 3 649 blessés, dont presque 2 000 par armes à feu et plus de 400 avec des mutilations oculaires. Certaines personnes ont même été rendues aveugles, à cause de l'usage par les carabiniers – la police militaire⁽¹⁾ –, de tirs au plomb, ou tirs tendus de lacrymogènes. Ainsi, depuis trois mois, et presque toutes les semaines, il y a un mort dans les rues de Santiago : soit dans le cadre de saccages ou d'entrées illégales dans les supermarchés, soit résultant des agissements de cette police militarisée durant les manifestations, une police qui n'a pas été réformée depuis la dictature. La répression est donc extrêmement forte – même si officiellement l'Etat ne reconnaît sa responsabilité directe que dans trois ou quatre homicides.

« Cette mobilisation populaire – initiée par les jeunes – est partie d'une étincelle, le prix des transports, mais très rapidement l'incendie s'est propagé vers une critique frontale du néolibéralisme extrême, radical, tel qu'il existe au Chili, mais aussi du système politique. »

* Cet entretien a été mené en janvier 2020.

(1) Voir les rapports d'Amnesty International.

Un élément a contribué à radicaliser et amplifier le mouvement, c'est la réaction première du gouvernement de Sebastian Piñera qui a été de décréter, en octobre 2019, l'état d'urgence puis le couvre-feu, avec un déploiement des militaires dans la rue, pas du tout formés pour contrôler cet espace public. Cela a rappelé, de sinistre mémoire, le couvre-feu et l'état d'urgence pendant la dictature... Toute une génération de Chiliens s'est alors retrouvée quarante ans en arrière, avec le traumatisme afférent. Cela a contribué à l'effondrement de la popularité de S. Piñera, qui n'a aujourd'hui que 6 % d'opinions favorables... alors que les revendications de la rue (un agenda social postnéolibéral de la réforme, une assemblée constituante libre et souveraine, une commission indépendante sur les droits de l'Homme) sont très fortement soutenues par la population.

Alors que le mouvement semble s'inscrire dans la durée, quid de « l'agenda social » et du dialogue annoncé par le gouvernement ?

La réaction du gouvernement Piñera (de droite) a été tout d'abord la répression, puis, dans un second temps, face à l'ampleur des luttes sociales, la tentative de « canaliser » les demandes de la rue par un accord parlementaire promettant une réforme constitutionnelle. Les revendications sociales ont quant à elles été présentées au gouvernement notamment au travers de la « Table de l'unité sociale » (regroupant plusieurs dizaines d'organisations sociales, syndicales, féministes, socio-environnementales). Elles portent sur les augmentations de salaires, sur une réforme profonde du système des retraites (capitalisé et privatisé depuis les années 1980), sur la précarité du travail, sur la nécessité d'une dé marchandisation de l'éducation et de la santé et d'un modèle économique postnéolibéral. Un ensemble

de mesures en onze points a ainsi été rendu public. Le gouvernement a fait en revanche des annonces très timides, selon la logique d'un Etat néolibéral : il vient financer par des mesures assistancielles les acteurs privés pour tenter de répondre aux demandes des plus pauvres. Mais même cela, ce n'est toujours pas mis en place. Pour l'instant, il n'y a eu que quelques pesos investis pour augmenter très légèrement le minimum vieillesse, mais c'est dérisoire. L'agenda social a donc été mis de côté par le gouvernement. Globalement celui-ci, après avoir déployé les militaires dans la rue, a essayé de réinstitutionnaliser le conflit, d'isoler les manifestants. Ce qui n'a pas vraiment réussi...

L'accord qui a été signé « pour la paix sociale et la Constitution » promet une réforme constitutionnelle ou une « convention constitutionnelle » (assemblée), qui mettrait fin à la Constitution de 1980. Mais là aussi, c'est un accord « à la chilienne », dans le cadre d'une transition pactée, faite de consensus politiques, et qui a été signé par une grande partie de l'opposition de centre, centre-gauche et certains acteurs de gauche et bien sûr par la droite au Parlement. Il promet un plébiscite en avril 2020 sur un « oui » ou un « non » à une réforme constitutionnelle et sur ses modalités. Cela ouvre pour la première fois la porte à une possible assemblée constituante, mais sous le contrôle des partis politiques établis. Celle-ci donnerait à la droite une minorité de blocage systématique, puisqu'il est prévu qu'il y ait besoin de majorité des deux tiers au sein de cette assemblée – si elle est mise en place – pour valider l'ensemble des lois constitutionnelles. De même, la parité, la présence d'élus indépendants des partis ou la présence des peuples autochtones ne sont pas garanties. On est donc toujours dans une logique où le pouvoir essaie de contrôler le processus de réforme au lieu de s'ouvrir



© CARLOS FIGUEROA, LICENCE CC

aux revendications issues du mouvement populaire, qui sont celles d'un agenda social postnéolibéral et d'une assemblée constituante qui serait libre, plurinationale (garantissant la présence des peuples originaires), et véritablement souveraine... Là, le régime est dans une optique du « tout changer pour que rien ne change ». Il reste que ce projet de réforme constitutionnelle montre aussi la force du mouvement, qui a obligé le gouvernement à s'ouvrir à ces discussions – qu'il avait toujours refusées et qui constituaient une sorte de tabou au sein de la classe politique chilienne.

Quels sont les acteurs de ce mouvement, leurs modes d'action, leurs soutiens ?

On trouve l'énergie, la grande inventivité de la jeunesse chilienne, notamment des étudiants, lycéens, collégiens. Ils ont initié le mouvement en commençant par sauter par-dessus les barrières du métro et en appelant collectivement à ne plus payer de ticket. Le métro est l'un des plus chers d'Amérique latine – au niveau de celui de

« La réaction première du gouvernement chilien a été de décréter l'état d'urgence puis le couvre-feu, avec un déploiement des militaires dans la rue. Cela a rappelé, de sinistre mémoire, les mesures prises pendant la dictature, contribuant ainsi à radicaliser et amplifier le mouvement. »



La force réelle du mouvement est son ancrage dans les quartiers, avec une pratique horizontale de la réflexion sur le choix de société, de Constitution, et un rejet très fort de la « caste politique » – comme le disent les Chiliens. Il a pour point central la « place de la Dignité », à Santiago. Ici, le 22 octobre 2019.

New-York –, alors que 50 % des Chiliens gagnent moins de 380 euros net par mois. Cette jeunesse populaire, au cœur des mobilisations, est fortement précarisée, endettée. Son horizon ? Passer des diplômes universitaires dans des universités largement privées, où les études sont parmi les plus chères au monde.

On retrouve aussi les couches moyennes, elles aussi très fortement endettées, précarisées, et qui continuent à rejeter un modèle qui leur offre une illusion de développement économique sans leur permettre d'en récolter les fruits. Ce mouvement est « pluri-classiste », même s'il est essentiellement populaire et constitué des classes moyennes précarisées.

Les acteurs « traditionnels » (syndicats, partis) ont été largement débordés par la force du mouvement, rappelant ce qui a pu se passer dernièrement en Equateur, au Liban, à Hong-Kong, en Iran, en Irak, avec le rejet – suivant les pays – de l'autoritarisme, de la corruption, de la vie chère et précaire, et du néolibéralisme. Au Chili, les

femmes et les féministes restent très actifs dans le mouvement. La nouvelle grève féministe du 8 mars 2020 se prépare d'ailleurs activement – ce fut un succès l'année dernière. Elle a fortement renouvelé les répertoires d'action. On voit à cet égard une très forte inventivité, une festivité dans la rue. En même temps, d'autres acteurs mobilisés, appelés les « premières lignes », s'affrontent directement avec les forces de l'ordre, mais représentent paradoxalement une sorte de complément au mouvement de masse, lui plus pacifique. Cette « première ligne » a contenu la violence policière et permis parfois la présence de millions de personnes dans la rue, à Santiago. L'acteur syndical « traditionnel », assez en retrait, a eu du mal à s'adapter au mouvement, un peu comme en France face aux « gilets jaunes ». Deux grandes grèves nationales ont tout de même joué un rôle clé dans le rapport de forces avec le gouvernement, faisant trembler la classe politique et le grand patronat. Non sans difficulté : on est face à un syndicalisme

fragmenté qui a été balayé durant la dictature et par le modèle néolibéral.

Se mobilisent donc : la jeunesse, les féministes, des classes moyennes précarisées, des travailleurs (moins sur leur lieu de travail que dans l'espace public) et de nombreux collectifs préexistants, par exemple sur la question des droits humains ou de l'environnement.

Dernier élément : la forte territorialisation de ce mouvement, avec pour point central la « place de la Dignité » dans le centre de la capitale, mais aussi au travers d'assemblées de quartier. A Santiago, ces « *cabildos* » commencent à se coordonner au sein de la Coordination des assemblées territoriales. Selon moi, la force réelle du mouvement est son ancrage dans les quartiers, avec une pratique horizontale de la délibération, de la réflexion sur le choix de société, de Constitution, et un rejet très fort de la caste politique. Le divorce est très clair entre cette horizontalité et le mode de fonctionnement du système politique chilien actuel. ●